

Projet de loi 67

Loi modifiant le Code des professions pour la modernisation du système professionnel et visant l'élargissement de certaines pratiques professionnelles dans le domaine de la santé et des services sociaux

Mémoire présenté à la Commission des institutions de
l'Assemblée nationale du Québec

9 septembre 2024

SOMMAIRE

Après plus de 50 ans, le système professionnel québécois doit se moderniser pour répondre aux réalités et aux attentes du public du 21^e siècle. Soulignons que le projet de loi constitue le premier jalon de cette mise à jour.

Le nouveau permis spécial, demandé par l'Ordre depuis plusieurs années, répond au réel besoin d'intégration au système professionnel de personnes au profil atypique qui, sans posséder l'ensemble des connaissances pour devenir ingénieur ou ingénieure, peuvent néanmoins exercer avec compétence certaines activités dans un spectre étroit d'un domaine particulier du génie. Ce nouveau permis assurera la protection du public tout en contribuant à atténuer la rareté de main-d'œuvre.

Les restrictions en matière de communication des renseignements personnels à caractère public sont également bienvenues, car elles pourraient contribuer à la protection des victimes de violence conjugale ou de harcèlement criminel.

Par ailleurs, les nouvelles dispositions sur l'exercice au sein d'une personne morale sans but lucratif posent des difficultés d'application, notamment en ce qui concerne les exigences quant au caractère modique des honoraires en plus de reproduire les problèmes constatés au chapitre de l'encadrement de l'exercice en société par actions ou en société en nom collectif à responsabilité limitée.

Il serait intéressant de profiter de l'occasion pour régler certaines incohérences inhérentes au *Code des professions* en matière de délégation des pouvoirs, de radiation administrative, de limitation du droit d'exercice et d'usage du titre de spécialiste.

RECOMMANDATIONS

Recommandation n° 1

Modifier le dernier alinéa de l'article 45.3 du *Code des professions* pour lui ajouter la phrase suivante : « Ce permis spécial remplace tout permis qui lui a été délivré par le Conseil d'administration. »

Recommandation n° 2

Prévoir que les activités professionnelles que peut exercer un membre ont un caractère public en les ajoutant à l'article 108.8 du *Code des professions*.

Recommandation n° 3

Assurer un encadrement plus souple de l'exercice en OBNL en retirant les articles 22 à 28 du projet de loi ainsi qu'en remplaçant, à l'article 94 p) du *Code des professions*, le mot « autoriser » par « régir » et en adaptant le texte de l'article 12 (2) du projet de loi.

Recommandation n° 4

Moderniser les règles sur la délégation des pouvoirs du Conseil d'administration en élargissant la portée de l'article 62.1 du *Code des professions* ainsi qu'en abrogeant les articles 96 à 100 dudit Code ainsi que toutes les références au comité exécutif dans le reste du Code.

Recommandation n° 5

Prévoir, à l'article 85.3 du *Code des professions*, la radiation du membre qui fait défaut de produire sa déclaration annuelle.

Recommandation n° 6

Prévoir que la limitation permanente prévue au 3^e alinéa de l'article 55 du *Code des professions* peut viser des activités non réservées en supprimant, dans cet alinéa, les mots « réservées aux membres de cet ordre ».

Recommandation n° 7

Autoriser les membres d'ordres professionnels à utiliser un titre de spécialiste qui n'est pas visé par un règlement en abrogeant le deuxième alinéa de l'article 58 du *Code des professions*.

TABLE DES MATIÈRES

SOMMAIRE	1
RECOMMANDATIONS.....	2
TABLE DES MATIÈRES.....	3
L'ORDRE DES INGÉNIEURS DU QUÉBEC	4
INTRODUCTION	5
Commentaires généraux.....	6
Permis spécial.....	6
Pertinence du permis spécial.....	6
Cumul problématique des permis	7
Communication de certains renseignements	8
Exercice au sein d'un organisme à but non lucratif.....	8
Problèmes constatés	8
Solution proposée.....	10
Autres modifications proposées	10
Délégation des pouvoirs décisionnels	111
Prévoir la radiation en cas de défaut de produire une déclaration annuelle	11
Limitation permanente en cas d'échecs répétés à une obligation de perfectionnement.....	12
Titre de spécialiste.....	13
CONCLUSION.....	13

L'ORDRE DES INGÉNIEURS DU QUÉBEC

L'Ordre des ingénieurs du Québec a pour mission d'encadrer la pratique de l'ingénierie et de soutenir le développement de la profession afin d'assurer la protection du public. Dans cette optique, l'Ordre vise, en misant sur la prévention et l'accompagnement, à ce que les ingénieurs répondent aux normes professionnelles les plus élevées.

Ses quelque 72 000 membres ainsi que candidats et candidates à la profession d'ingénieur contribuent à la sécurité, à la fiabilité et à la durabilité des ouvrages d'ingénierie, du logiciel au pont, en proposant des solutions innovantes qui tiennent compte de la protection de l'environnement et de l'efficacité économique.

À l'image de la profession, la communauté du génie québécois se diversifie au fil du temps, comme en témoigne l'apport de plus en plus important des femmes et des personnes formées à l'étranger. En effet, 35 % des diplômés en génie et 17 % des membres de l'Ordre sont issus de l'immigration¹. Bien que ce seuil ne soit pas encore atteint², l'Ordre a souscrit à un engagement national visant à ce qu'au moins 30 % des diplômés en génie soient des femmes.

De son côté, l'Ordre s'assure que les ingénieurs et les ingénieures ont les compétences et l'intégrité requises pour servir la population québécoise, notamment :

- en vérifiant que les candidats et les candidates ont les compétences et le professionnalisme requis pour servir l'intérêt public;
- en s'assurant que les ingénieurs et ingénieures maintiennent leur professionnalisme et améliorent leurs compétences tout au long de leur vie professionnelle, notamment en leur offrant de la formation;
- en sanctionnant les inconduites professionnelles.

En outre, l'Ordre s'assure que les activités d'ingénierie réservées aux membres de l'Ordre ne sont pas exercées par des personnes qui ne sont pas ingénieur ou ingénieure.

¹ Ordre des ingénieurs du Québec, *Profil de l'ingénieur d'aujourd'hui et de demain*, avril 2021, pp. 28-31.

² En date du 1^{er} avril 2024, les ingénieures représentaient 15,9 % des membres de l'Ordre.

INTRODUCTION

Adopté en 1973, le système professionnel actuel représentait alors une avancée majeure pour la société québécoise. La primauté de la protection du public sur la défense des intérêts des membres ainsi que la création d'un système disciplinaire unifié³ et d'une instance de surveillance des ordres professionnels constituaient des initiatives novatrices.

Par la suite, des modifications ont été apportées au système professionnel pour tenir compte de certains problèmes constatés au fil du temps. On peut penser notamment à la création d'un régime d'accès à l'information et de protection des renseignements personnels en 2006, du poste de commissaire à l'admission aux professions en 2009 ainsi qu'à la modernisation de la gouvernance des ordres professionnels en 2017.

Cependant, aucune réforme d'envergure n'a été réalisée en 50 ans, créant ainsi un certain décalage entre le *Code des professions*, les réalités de la pratique au 21^e siècle et les besoins des ordres professionnels.

Le système professionnel repose, entre autres, sur le postulat selon lequel la personne exerce seule ou avec quelques collègues en pratique libérale et qu'il contrôle entièrement l'organisation de son travail. Bien que ce soit encore vrai pour quelques professions, la plupart des personnes régies par le *Code des professions* sont salariées et leur pouvoir décisionnel est relativement limité. Aussi, plusieurs professionnelles et professionnels sont appelés à travailler avec des personnes d'autres professions, intégrés ou non au système professionnel.

La tendance à l'uniformisation excessive est également problématique. Une approche générique faisant abstraction des particularités de chaque organisation cause généralement plus de problèmes qu'elle n'en règle.

Nous accueillons donc très favorablement la modernisation du système professionnel annoncée par la ministre en 2023, dont le projet de loi constitue le premier jalon.

Cette modernisation est essentielle pour assurer la pérennité du système professionnel et le maintien de la confiance du public envers ce dernier.

³ À notre connaissance, la création d'un tribunal judiciaire spécialisé en droit professionnel, le Tribunal des professions, est unique au Québec.

COMMENTAIRES GÉNÉRAUX

De façon générale, nous estimons que ce projet de loi contient de nombreuses propositions intéressantes.

La création d'un permis spécial, en réponse à une demande que nous avons formulée à plusieurs reprises, facilitera l'intégration de personnes formées à l'étranger. Nous abordons ce permis plus en détail à la section suivante du présent mémoire.

L'élargissement des cas donnant ouverture au permis restrictif temporaire nous apparaît comme une solution intéressante pour mieux encadrer les candidats et candidates à la profession.

Les assouplissements apportés au processus d'approbation réglementaire, bien que relativement modestes, sont également bienvenus.

La possibilité de procéder à des projets pilotes est une excellente nouvelle pour le système professionnel. Cette façon de faire pourrait contribuer à rehausser la qualité de la réglementation professionnelle, notamment en permettant de mieux évaluer un problème donné et les solutions susceptibles de le régler. Il pourrait être opportun de recourir à cette approche pour déterminer l'encadrement du recours à l'intelligence artificielle dans le cadre de la fourniture de services professionnels⁴.

L'exercice en OBNL devrait évidemment être permis, mais comme nous l'exposons plus loin, les dispositions en l'occurrence prévues posent plusieurs problèmes.

Finalement, nous aurions souhaité que le projet de loi corrige par ailleurs certaines incohérences du *Code des professions*.

PERMIS SPÉCIAL

Nous accueillons très favorablement la création d'un nouveau permis spécial, hautement modulable. Ce nouveau type de permis répond à une demande que nous avons initialement présentée en 2020 afin de faciliter l'intégration de personnes formées à l'étranger.

Pertinence du permis spécial

En effet, dans un monde où les filières de formation sont de plus en plus diversifiées, il est fréquent que des personnes au profil atypique aient les compétences requises pour exercer certaines activités dans un spectre étroit de la profession, sans pour autant avoir l'ensemble des connaissances et des habiletés nécessaires pour obtenir le permis régulier.

Voici deux exemples réels de candidatures à la profession d'ingénieur qui auraient pu bénéficier d'un permis spécial :

⁴ Ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie, « [Les bacs à sable réglementaires en intelligence artificielle](#) » dans l'infolettre *Vecteurs économie et innovation*, 16 octobre 2023.

- Une personne est experte en efficacité énergétique des bâtiments, mais ses connaissances des autres aspects du génie mécanique sont insuffisantes pour faire d'autres activités relevant de ce domaine du génie.
- Une personne possède une expertise en gestion de projets multidisciplinaires en construction d'infrastructures souterraines, mais son profil ne donne ouverture à aucune reconnaissance d'équivalence de formation, puisqu'elle n'a pas de compétences en conception d'éléments d'ingénierie, activité qu'elle n'a d'ailleurs aucunement l'intention de faire.

Les types actuels de permis ne répondent pas aux besoins de ces personnes qui, sans vouloir exercer la profession en tant que telle, ont des compétences qui peuvent certainement être mises à contribution.

La création d'un permis modulable permettra d'atteindre un double objectif, soit la protection du public et l'intégration au système professionnel de personnes au profil atypique. Il est d'ailleurs à noter qu'en génie, ce type de permis existe en Alberta, en Ontario, en Saskatchewan et à Terre-Neuve-et-Labrador.

Par ailleurs, nous estimons infondées d'éventuelles craintes quant au risque de confusion que pourrait engendrer la création de permis modulables. En effet, les ordres professionnels pourront créer des titres professionnels distincts pour les titulaires de permis spéciaux et de permis restrictifs temporaires.

Cumul problématique des permis

Le projet de loi modifie l'article 45.3 du *Code des professions* afin d'autoriser les ordres professionnels à délivrer des permis spéciaux à une personne déjà titulaire d'un permis, mais qui a été inactive sur le plan professionnel pendant une longue période.

Une personne peut normalement n'être titulaire que d'un seul permis, sauf lorsque des permis permettent d'exercer des activités distinctes⁵.

Il semble donc incohérent d'être titulaire à la fois d'un permis lui permettant d'exercer l'ensemble des activités relevant d'une profession et d'un permis qui ne lui permet que d'en exercer que quelques-unes.

Ce problème pourrait être réglé en prévoyant le remplacement du permis déjà détenu par le permis spécial. Dans un tel cas, la personne pourrait obtenir à nouveau un permis régulier après avoir suivi les activités de perfectionnement requises.

Recommandation n° 1

Modifier le dernier alinéa de l'article 45.3 du Code des professions pour lui ajouter la phrase suivante : « Ce permis spécial remplace tout permis qui lui a été délivré par le Conseil d'administration. ».

⁵ Il s'agit des permis de comptabilité publique, de psychothérapeute et de directeur de laboratoire de prothèses dentaires, qui sont délivrés à des professionnels déjà titulaires d'un permis.

COMMUNICATION DE CERTAINS RENSEIGNEMENTS

L'article 17 du projet de loi prévoit que les ordres professionnels pourront refuser de communiquer certains renseignements sur leurs membres, qui ont normalement un caractère public.

Cette disposition répond à un problème réel : il arrive malheureusement qu'un professionnel — ou plus souvent une professionnelle — soit victime de violence conjugale ou de harcèlement criminel. L'harcéleur peut vouloir s'adresser à l'ordre professionnel pour obtenir des renseignements sur sa victime, notamment l'adresse d'un de ses lieux d'exercice, qui pourrait être sa résidence. Il est donc nécessaire qu'un ordre professionnel puisse refuser de fournir des renseignements à une telle personne.

Par ailleurs, nous croyons qu'il pourrait être opportun de prévoir explicitement à l'article 108.8 du *Code des professions* le caractère public des activités professionnelles pouvant être exercées par un membre. En effet, dans la mesure où les titulaires de permis restrictifs temporaires et de permis spéciaux pourront avoir un droit d'exercice qui leur est propre, il serait essentiel que le public puisse avoir accès à cette information. Bien que nous comprenions que ceci est déjà le cas, la nature ambiguë de la notion de renseignement personnel peut soutenir une interprétation contraire.

Recommandation n° 2

Prévoir que les activités professionnelles que peut exercer un membre ont un caractère public en les ajoutant à l'article 108.8 du *Code des professions*.

EXERCICE AU SEIN D'UN ORGANISME À BUT NON LUCRATIF

Selon les notes explicatives, le projet de loi permettrait aux ordres professionnels d'autoriser l'exercice par leurs membres d'activités professionnelles au sein de personnes morales à but non lucratif constituées principalement ou accessoirement à cette fin (ci-après « OBNL »).

Nous sommes tout à fait en accord avec le choix d'autoriser l'exercice de la profession au sein d'un OBNL, mais les dispositions proposées nous apparaissent problématiques à certains égards.

Problèmes constatés

Pour autoriser quelque chose, encore faut-il que ce soit interdit au préalable. Le silence actuel du *Code des professions* sur la question ne nous semble pas constituer un argument convaincant pour prétendre que l'exercice d'activités professionnelles au sein d'un OBNL n'est présentement pas possible.

L'exercice de l'ingénierie en OBNL est un phénomène relativement rare, mais néanmoins existant, comme le montrent les exemples suivants :

- Ingénieurs Sans Frontières Québec est un organisme qui vise à fournir des services d'ingénierie dite durable dans des pays moins nantis;

- Coop Carbone est une coopérative de solidarité au sein de laquelle exercent des ingénieurs, des agronomes et d'autres professionnels qui visent à offrir des services en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Tous ses profits sont réinvestis dans la communauté;
- La Fédération québécoise des municipalités offre des services d'ingénierie aux municipalités qui en sont membres⁶.

Les dispositions sur l'exercice en OBNL viennent en réalité interdire ce mode d'exercice, et ce, jusqu'à ce qu'un règlement soit adopté, ce qui prendra vraisemblablement plusieurs années vu le délai habituel d'adoption des amendements réglementaires touchant les ordres professionnels.

L'adoption d'un règlement pour encadrer tout au plus une vingtaine d'ingénieurs semble s'écarter des principes de réglementation intelligente⁷ qui devraient être au cœur d'un système professionnel modernisé et qui sont d'ailleurs également prônés par le gouvernement⁸.

Le nouvel article 187.19.1 du *Code des professions*⁹ indique qu'un professionnel exerçant ses activités professionnelles au sein d'un OBNL ne peut « permettre que soient exigés » des honoraires excédant un coût modique.

L'existence de tarifs d'aide juridique permet aisément d'apprécier le caractère modique des honoraires facturés pour les services des membres du Barreau ou de la Chambre des notaires. Il en va toutefois autrement en ingénierie où, sous réserve de subventions particulières, l'État ne prend pas en charge une partie des honoraires de l'ingénieur ou de l'ingénieure.

Les coopératives de solidarité ne facturent pas nécessairement des honoraires modiques. Pour assurer leur pérennité, elles doivent avoir suffisamment de revenus pour couvrir leurs dépenses.

De plus, le projet de loi reproduit pour les OBNL les règles qui s'appliquent actuellement à l'exercice en société par actions ou en nom collectif à responsabilité limitée. Or, ces règles posent déjà de nombreux problèmes¹⁰, dont les suivants :

- Contrairement à ce qui a cours ailleurs au Canada, du moins en ingénierie, les entreprises ne sont pas assujetties à un contrôle par les ordres professionnels. Le contrôle de l'ordre professionnel s'exerce sur le professionnel lui-même, soit l'acteur

⁶ Voir <https://fgm.ca/services/ingenierie-infrastructure-changements-climatiques/>. Cette offre de services est d'ailleurs expressément prévue à l'article 29.9.1 de la *Loi sur les cités et villes* et à l'article 14.7.1 du *Code municipal*.

⁷ Il s'agit de l'approche « right-touch regulation » développée par la Professional Standards Authority du Royaume-Uni. Plus d'explications peuvent être trouvées ici : <https://www.professionalstandards.org.uk/what-we-do/improving-regulation/right-touch-regulation>.

⁸ *Décret concernant l'organisation et le fonctionnement du Conseil exécutif*, décret 1668-2022, 20 octobre 2022, art. 7.

⁹ Article 27 du projet de loi.

¹⁰ Pour un aperçu de certains de ces problèmes, voir Marco Laverdière, « *L'incorporation* » des médecins et des autres professionnels de la santé : y mettre fin ou la réglementer de façon plus efficace?, billet de la Chaire de recherche du Canada sur la culture collaborative en droit et politiques de la santé, 17 octobre 2017, mis à jour le 10 juin 2020.

économique ayant le moins de pouvoir¹¹. Dans son rapport, la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats de la construction proposait d'ailleurs d'étendre la compétence des ordres professionnels aux sociétés¹², mais cette recommandation est restée sans suite.

- L'une des forces des OBNL réside dans le fait que leur offre de services est souvent multidisciplinaire¹³. Toutefois, une revue des règlements actuels sur l'exercice en société permet de constater que ceux-ci freinent davantage qu'ils encouragent la multidisciplinarité. Par exemple, plusieurs ordres professionnels exigent que leurs membres aient le contrôle effectif de la société et que la présidence soit exercée par l'un de leurs membres. Il devient alors impossible de se conformer à l'un et à l'autre de ces règlements.

Nous comprenons que l'exercice d'une profession en société ne fait pas réellement l'objet du projet de loi, mais nous estimons qu'une réflexion devra être menée sur cette question.

Solution proposée

Selon nous, une approche en phase avec les principes de réglementation intelligente consisterait à autoriser l'exercice en OBNL sans formalités, tout en permettant aux ordres professionnels de fixer par règlement des conditions relatives à cet exercice.

Ainsi, les ordres professionnels ayant identifié des enjeux relatifs à l'exercice en OBNL pourraient régir cette pratique. Ceux pour qui l'exercice en OBNL ne présente pas de risques notables pourraient décider de ne pas le faire sans pour autant pénaliser les professionnels et professionnelles (ainsi que leur clientèle) qui désirent opter pour ce type d'organisation.

À cette fin, nous proposons le retrait des articles 22 à 28 du projet de loi et de remplacer, à l'article 94 p) du *Code des professions*, le mot « autoriser » par « régir ».

Recommandation n° 3

Assurer un encadrement plus souple de l'exercice en OBNL en retirant les articles 22 à 28 du projet de loi ainsi qu'en remplaçant, à l'article 94 p) du *Code des professions*, le mot « autoriser » par « régir » et en adaptant le texte de l'article 12 (2) du projet de loi.

AUTRES MODIFICATIONS PROPOSÉES

Nous aurions souhaité que le projet de loi aille plus loin et qu'il corrige certaines incohérences du *Code des professions*. Nous proposons ici quelques solutions relativement simples à mettre en place et qui ne supposent pas une refonte complète du système professionnel.

¹¹ Pour faire une analogie, ce serait comme si la *Loi sur les normes du travail* sanctionnait le salarié dont l'employeur ne lui alloue pas un congé auquel il aurait droit.

¹² France Charbonneau et coll., *Rapport final de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction*, tome 3, p. 129, recommandation n° 28.

¹³ On peut penser notamment au modèle de pédiatrie sociale et à celui des clubs d'encadrement technique.

Délégation des pouvoirs décisionnels

Le *Code des professions* confie au Conseil d'administration tous les pouvoirs en matière de décisions administratives individualisées, c'est-à-dire les décisions susceptibles d'affecter les droits et les obligations d'une personne et qui, en l'occurrence, ne relèvent pas du conseil de discipline ou des autres tribunaux.

L'exercice de ces pouvoirs décisionnels s'accordant difficilement avec le rôle et la nature d'un conseil d'administration, ce dernier voit donc à les déléguer dans les paramètres prévus par la loi.

Or, certains pouvoirs ne peuvent présentement être délégués qu'au comité exécutif, notamment l'imposition d'une sanction à un stagiaire¹⁴ et celui d'autoriser la réinscription d'un membre radié pour une inconduite sexuelle¹⁵.

L'ordre professionnel qui est appelé à exercer ces pouvoirs peut donc difficilement se passer d'un comité exécutif. Or, ce comité est le relent d'une ancienne conception de la gouvernance des organisations et est assujéti à des règles de fonctionnement différentes de celles des autres comités¹⁶. Son rôle est également ambigu : selon l'article 100 du *Code des professions*, il devrait être en mesure de s'occuper de l'administration courante des affaires de l'ordre¹⁷, alors que cette responsabilité incombe à la direction générale¹⁸.

Ces incohérences pourraient être résolues simplement en modifiant l'article 62.1 du *Code des professions* afin d'en élargir l'application à l'ensemble des pouvoirs, sauf ceux qui, de l'avis du législateur, ne doivent jamais être délégués.

Les articles 96 à 100 du *Code des professions* pourraient alors être abrogés, tout comme les références au comité exécutif dans le reste du *Code des professions*¹⁹.

Par ailleurs, ces modifications n'empêcheraient pas un ordre professionnel de créer ou de conserver un comité exécutif s'il le jugeait opportun.

Recommandation n° 4

Moderniser les règles sur la délégation des pouvoirs du Conseil d'administration en élargissant la portée de l'article 62.1 du *Code des professions* ainsi qu'en abrogeant les articles 96 à 100 dudit Code ainsi que toutes les références au comité exécutif dans le reste du Code.

Prévoir la radiation en cas de défaut de produire une déclaration annuelle

Lors de leur inscription annuelle, les membres sont tenus de produire une déclaration contenant des renseignements sur leurs lieux d'exercice ainsi que sur les activités qu'ils ou elles exercent. Les renseignements inscrits dans cette déclaration sont essentiels pour assurer une

¹⁴ Ce pouvoir est habituellement prévu dans le règlement portant sur les conditions et les modalités de délivrance du permis d'un ordre professionnel.

¹⁵ *Code des professions*, art. 161.

¹⁶ Par exemple, ces membres doivent être élus plutôt que nommés par le Conseil d'administration.

¹⁷ *Code des professions*, art. 100.

¹⁸ *Code des professions*, art. 101.1

¹⁹ Certaines modifications de concordance seraient cependant requises aux articles 192 et 193 du Code.

planification optimale des inspections professionnelles, notamment en permettant d'identifier les professionnels et les professionnelles exerçant dans des domaines jugés plus à risque.

Il est à noter que cette déclaration annuelle n'est pas prévue explicitement au *Code des professions*, mais son usage s'est généralisé depuis longtemps au sein des ordres professionnels vu qu'il serait difficile pour ceux-ci de réaliser leur mission sans les renseignements qu'elle contient.

La première déclaration annuelle est clairement obligatoire²⁰; il en est autrement des déclarations ultérieures. En théorie, un membre pourrait ne pas la faire, payer sa cotisation et rester inscrit au tableau.

Par conséquent, il pourrait être opportun de prévoir la radiation du tableau du membre qui fait défaut de s'acquitter des formalités requises pour le maintien de l'inscription au tableau.

Recommandation n° 5

Prévoir, à l'article 85.3 du *Code des professions*, la radiation du membre qui fait défaut de produire sa déclaration annuelle.

Limitation permanente en cas d'échecs répétés à une obligation de perfectionnement

Les membres qui présentent un problème de compétence peuvent être obligés de réussir des activités de perfectionnement, lesquelles peuvent être assorties d'une limitation ou d'une suspension de leur droit d'exercice²¹. La limitation imposée peut viser des activités professionnelles réservées ou non.

En cas de manquements répétés à une obligation de perfectionnement assortie d'une limitation du droit d'exercice, un membre peut, selon l'article 55 du *Code des professions*, être radié ou voir son droit d'exercice limité de façon permanente, mais uniquement en ce qui concerne les activités réservées.

Cette restriction, quant à la portée de la limitation, est unique dans le *Code des professions*, et nous ne voyons rien qui la justifie. Il est en effet curieux que nous puissions limiter le droit d'exercice d'un ingénieur en matière de conception de systèmes d'assainissement des eaux d'une résidence isolée jusqu'à ce qu'il ait réussi un cours de perfectionnement sur le sujet, mais que nous ne puissions pas limiter définitivement son droit d'exercice dans ce domaine après des échecs répétés au cours.

Recommandation n° 6

Prévoir que la limitation permanente prévue au 3^e alinéa de l'article 55 du *Code des professions* peut viser des activités non réservées en supprimant, dans cet alinéa, les mots « réservées aux membres de cet ordre ».

²⁰ *Code des professions*, art. 46 (5).

²¹ *Code des professions*, art. 55.

Titre de spécialiste

L'article 58 du *Code des professions* prévoit deux interdictions particulières en matière d'usage du titre de spécialiste :

- Une personne, qu'elle soit membre ou non d'un ordre professionnel, ne peut utiliser un titre de spécialiste qui correspond à une classe de spécialiste prévue dans un règlement, tels le titre d'infirmière praticienne spécialisée en soins pédiatriques ou celui de cardiologue;
- Un membre d'un ordre professionnel ne peut utiliser le titre de spécialiste ni se qualifier comme tel s'il ne détient pas de certificat de spécialiste.

La première interdiction se justifie amplement pour la protection du public. Lorsque la loi prévoit qu'une personne doit satisfaire à certaines exigences de compétence pour porter un titre donné, il est attendu qu'une personne qui n'a pas satisfait à ces exigences ne devrait pas porter ce titre.

La deuxième interdiction, unique au Québec, peut entraîner des situations absurdes²², dont voici deux exemples :

- une ingénieure informatique et un informaticien exercent tous deux les mêmes activités, mais seul ce dernier pourra utiliser le titre de spécialiste logiciel;
- un ingénieur en environnement et une biologiste travaillent au sein de la même entreprise en réhabilitation de terrains contaminés, mais seule la biologiste pourra utiliser le titre de spécialiste en environnement.

Cette situation, en plus de causer certains soucis aux employeurs, contribue à rendre moins attrayante l'appartenance à un ordre professionnel pour les personnes qui ne sont pas appelées à exercer des activités réservées. Nous voyons mal en quoi cela contribue à protéger le public.

Recommandation n° 7

Autoriser les membres d'ordres professionnels à utiliser un titre de spécialiste qui n'est pas visé par un règlement en abrogeant le deuxième alinéa de l'article 58 du *Code des professions*.

CONCLUSION

La modernisation du système professionnel est essentielle pour répondre aux attentes du public. Il nous apparaît nécessaire de renforcer certains mécanismes, d'élaguer ce qui ne présente pas de véritable plus-value pour le public et de privilégier les objectifs plutôt que les moyens.

En particulier, le problème du traitement réglementaire ne peut être ignoré. Malgré toute la bonne volonté de l'Office des professions du Québec, le nombre important de règlements

²² Une interdiction similaire est prévue à la *Loi sur le courtage immobilier*, RLRQ c. C-73.1, mais on ne trouve pas d'équivalent pour les professions régies par l'Autorité des marchés financiers ni pour les maîtres-électriciens et les maîtres mécaniciens en tuyauterie.

devant être adoptés par les ordres professionnels et la lenteur du processus d'approbation constituent un enjeu sérieux qui nuisent à la réalisation de la mission de protection du public.

Cela dit, nous comprenons que la modernisation du système professionnel doit se faire en plusieurs étapes et nous estimons que ce projet de loi est un bon départ, malgré quelques correctifs qui nous apparaissent nécessaires.

Nous espérons que nos observations et nos recommandations pourront contribuer à la bonification de ce projet de loi.